

## COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT

Depuis plusieurs semaines, le Gouvernement a engagé des discussions avec la Synergie des travailleurs du Togo (STT) pour rechercher, dans le calme et la sérénité, des solutions concertées et durables, suite aux revendications formulées par cette centrale syndicale.

Parallèlement à ces discussions, la STT a lancé une série de manifestations dans diverses localités, sous forme d'assemblées générales, suivies parfois de caravanes qui se sont déroulées jusqu'à une date récente, sans incident majeurs.

Malheureusement, depuis quelques jours, il a été donné de constater que la STT, après avoir quitté la table des discussions avec le Gouvernement, s'est engagée dans la voie des manifestations et d'actions violentes.

C'est ainsi que, dans la matinée du 12 mars 2015, en exécution des consignes de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) de Tône, des élèves des lycées Nassablé et Dapaong ville 2 ainsi que certains enseignants et des élèves des établissements environnants, ont occupé et organisé des sit-in sur la nationale n°1. Outre le blocage de la circulation, cette manifestation a donné lieu à des débordements et des dérapages préoccupants.

En effet, en lieu et place des revendications touchant à l'amélioration de la vie scolaire et du système éducatif, les élèves se sont mis à scander leur soutien à l'un des candidats à l'élection présidentielle du 15 avril 2015.

Ces dérapages ont connu une escalade, avec la tenue le même jour à Dapaong d'une assemblée générale de la STT, précédée d'une caravane au cours de laquelle des actes de violence et de vandalisme ont été perpétrés.

Ces violences ont particulièrement eu pour cible la Direction Régionale de l'Enseignement (DRE) des Savanes et l'Inspection de l'Enseignement Secondaire Général de Dapaong qui ont été mises à sac. De même, le Directeur de l'Ecole Primaire Publique du Camp Gendarmerie, assurant également les fonctions Secrétaire Général des préscolaires et primaires de l'Union des Syndicats de l'Education du Togo (USET) section Tône a été pris à partie en plein cours et violemment agressé.

C'est dans ce climat que des jeunes de la localité, en réaction aux manifestations violentes du 12 mars, ont empêché la tenue de l'assemblée générale que la STT de Tône cherchait à tenir le dimanche 15 mars 2015 à l'Ecole Primaire Publique de Bodjopal.

Dans un souci d'apaisement, le Gouvernement a dépêché sur les lieux une forte délégation ministérielle pour rencontrer les acteurs de l'éducation et l'ensemble des parties prenantes.

Malheureusement, le lundi 16 mars 2015, aux environs de 08H 30, les membres de la STT de Tône appuyée par des centaines d'élèves des lycées de la ville ont pris d'assaut les bureaux de la préfecture de Tône et l'Hôtel de Dapaong. Munis de projectiles, de gourdins et de coupes-coupes, ces manifestants cherchaient visiblement à s'en prendre aux autorités et aux délégations se trouvant sur les lieux.

Des actes d'une rare violence et d'une extrême gravité ont été enregistrés. Les bureaux de la préfecture de Tone ont été saccagés. Agressé, le préfet de Tône a été légèrement blessé.

Grâce à l'intervention de forces de sécurité, les manifestants ont été dispersés et la réunion a pu poursuivre son cours normal. Les membres de délégation ministérielle ont ainsi eu des échanges avec la coordination de la STT de Tône.

Compte tenu de la gravité des récents incidents enregistrés dans la préfecture de Tone, le Gouvernement condamne tous les actes et toutes les initiatives qui sont de nature à porter atteinte à la quiétude et à la paix sociale. Le Gouvernement condamne les actes de destructions et les voies de fait et lance un appel au calme et à la retenue.

Le Gouvernement déplore à cet effet, la tenue des différentes assemblées de la STT de Tône dans des enceintes scolaires, sans aucun égard pour les heures de cours et en violation des procédures d'usage établies pour leur autorisation. Il en est de même des caravanes organisées à répétition sur des voies à fort trafic et qui sont de nature à entraîner des débordements et des dérapages dangereux, comme en témoignent les récents incidents enregistrés à Dapaong.

Une enquête est ouverte pour élucider les circonstances de ces événements malheureux et situer les responsabilités, conformément à la loi.

Notre pays aspire à la préservation de l'Etat de droit. Pour ce faire, toutes les dispositions seront prises pour faire respecter l'ordre public et combattre toutes les dérives préjudiciables à la paix sociale.

**Fait à Lomé, le 17 mars 2015**

**Le Gouvernement**